

<http://divergences.be/spip.php?article3261>



L'EXTRÊME-DROITE EST LOIN D'AVOIR DISPARU EN GRÈCE

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2021 - International - Grèce -

Date de mise en ligne : mardi 12 janvier 2021

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Depuis plusieurs jours, vous êtes nombreux à nous interroger sur la situation actuelle de l'extrême-droite en Grèce. Vous avez entendu parler d'un remaniement gouvernemental qui fait scandale, quelques semaines seulement après l'emprisonnement des principaux dirigeants du parti Aube Dorée. Et vous n'entendez plus parler de crimes et d'agressions. Tout porte à croire que la situation est devenue calme. Alors que se passe-t-il vraiment ? L'extrême-droite a-t-elle disparu en Grèce ou a-t-elle seulement changé de forme ?

*

En réalité, nous assistons à une mutation de l'extrême-droite grecque sur le modèle de beaucoup d'autres pays européens. Non seulement un nouveau parti nationaliste un peu moins radical (« La Solution Grecque ») a piqué une grosse partie de l'électorat d'Aube Dorée, mais surtout le premier ministre de droite, Kyriakos Mitsotakis, ne cesse de renforcer la présence de l'extrême-droite dans ses gouvernements successifs. Ce qui conduit à une politique toujours plus violente à l'égard du mouvement social, des précaires et des migrants.

À quoi cela ressemble-t-il concrètement, dans notre quotidien en Grèce ? À un État toujours plus brutal, autoritaire et raciste. Voici quelques exemples depuis 18 mois :

â€” la répression est féroce contre les anarchistes et autres révolutionnaires, premières cibles du nouveau gouvernement comme il l'avait annoncé dès juillet 2019 lors de son arrivée au pouvoir ;

â€” le quartier libertaire d'Exarcheia est pris en étau et beaucoup des squats en Grèce ont été violemment évacués au fil des mois ;

â€” l'asile universitaire et d'autres mesures symboliques fortes prises à l'issue de la chute de la dictature des Colonels en 1974 ont été supprimés ;

â€” les initiatives solidaires autogérées sont harcelées dès lors qu'elles refusent de collaborer avec le pouvoir et les institutions ;

â€” la situation dans les prisons est catastrophique, au point que le Comité pour la prévention de la torture et traitements inhumains (CPT) du Conseil de l'Europe a publié un rapport alarmant le 9 avril 2020 dans lequel il demande au gouvernement grec de faire cesser les « mauvais traitements persistants des détenus » qui sont « une pratique courante dans toute la Grèce ».

â€” L'Union Européenne est cependant complice quand il s'agit des camps de réfugiés qu'elle cofinance en Grèce et qui s'avèrent pires que les précédents, en particulier au niveau censure et isolement, comme c'est le cas à Kara Tepe (Lesbos) où les membres des ONG sont désormais dans l'interdiction de révéler ce qu'ils voient, depuis le décret du 30 novembre 2020.

â€” Le Comité international de secours (IRC) a annoncé le 17 décembre une hausse importante des cas d'automutilation (+66%) et des problèmes de santé mentale (+71%) dans les camps en Grèce, une situation dramatique qui toucherait « les trois-quarts » des exilés rencontrés à Lesbos, Samos et Chios.

â€” Refusant de remédier à ces souffrances, le premier ministre grec a choisi, au contraire, de venir apporter son soutien aux gardiens des camps de migrants et aux gardes-côtes en mer Égée pourtant réputés pour leur irrespect des règles de base dans l'aide aux personnes en détresse (qui vont par exemple jusqu'à provoquer la noyade de migrants désespérés en les refoulant avec des armes à feu et des bâtons ou en endommageant leurs embarcations).

â€” Contrairement à ce que prétend une rumeur fausse, les agressions de réfugiés n'ont pas cessé en Grèce, il y en a souvent malheureusement. Par exemple ce samedi 26 décembre 2020, une dizaine de fascistes armés de couteaux, de bâtons et de barres de fer ont attaqué un centre d'hébergement pour mineurs isolés (de 12 à 15 ans), près de Thessalonique. Ils ont brisé la porte d'entrée, pénétré l'enceinte et frappés les enfants en criant des slogans racistes. Parmi les 4 jeunes réfugiés blessés, l'un d'entre eux a été transporté à l'hôpital avec de graves problèmes respiratoires dus à des coups dans la poitrine. Une information relayée par une partie seulement de la presse grecque et aucun média occidental excepté [infomigrants](#) :

<https://www.infomigrants.net/fr/post/29330/grece-deux-personnes-interpellees-apres-l-attaque-d-un-centre-pour-mineurs-isoles> [1]

Autour des camps de la mer Égée, les agressions racistes sont également monnaie courante. Le 12 décembre 2020, un policier et trois garde-frontières ont été inculpés pour avoir battu des migrants quelques jours plus tôt, près du camp de Kara Tepe à Lesbos. Une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux a montré les quatre fascistes en uniformes en train de battre deux demandeurs d'asile revenant d'un supermarché, puis de continuer à les frapper longuement après leur avoir passé les menottes. Ils ont été suspendus de leurs fonctions mais laissés en liberté jusqu'à leur procès où ils seront jugés pour « sévices » et « torture ».

Comme on l'a compris, ce n'est pas parce que les principaux dirigeants d'un parti fasciste ont fini par être mis en prison (au bout de dix ans d'agressions et de crimes plus odieux les uns que les autres, donc extrêmement tard) que le fascisme a pour autant disparu en Grèce. Non seulement, les agressions se poursuivent, mais surtout l'État grec vient de renforcer la présence de l'extrême-droite au sommet de l'exécutif.

Pour le dire autrement : qu'Aube Dorée disparaisse enfin est une bonne chose évidemment. Mais pour les antifascistes en Grèce, combattre un groupuscule fasciste durant toutes ces années et combattre un gouvernement d'extrême-droite n'est pas la même chose. La normalisation de l'extrême-droite, toujours plus présente au sein des nouveaux gouvernements successifs est un problème d'une autre envergure car, de cette façon, elle prend directement le contrôle de la Loi, du pouvoir et des outils de la répression, encore plus que par le passé.

LA GRÈCE PASSE AU BLEU MARINE

Un nouveau remaniement a eu lieu la semaine dernière qui confirme ce cap particulièrement inquiétant. Le nouveau ministre de l'intérieur, premier flic du pays, est désormais l'une des figures historiques du fascisme en Grèce, après avoir longuement milité pour la libération du Colonel Papadopoulos et le rétablissement de la dictature. Il s'appelle Makis Voridis.

Pour commencer, regardez cette photo de son intervention à une réunion publique du parti EPEN (organisation politique siamoise du Front national, avec un référence explicite à l'inspirateur Jean-Marie Le Pen) dans les années 80 à l'hôtel Caravel. Makis Voridis fait son discours devant le portrait de son mentor, le dictateur Papadopoulos, et déclare déjà ouvertement : « Abattons les choses et les personnes qui tentent de nous arrêter ! » Regardez-le en compagnie des chefs du parti pour le retour de la dictature. Une dictature qui, faut-il le rappeler, a emprisonné, torturé et assassiné de nombreux opposants.

Aux élections de 1984 et 1988, les discours de Voridis appelaient au rétablissement de la dictature. Son slogan était : « La libération du pays viendra de la prison de Korydallos » (où était enfermé le Colonel Papadopoulos).

Quand il était étudiant, Voridis était surnommé « La hache » car il dirigeait un groupe fasciste qui poursuivait les étudiants gauchistes avec des battes de base-ball et sa fameuse hache, comme le montre cette photo prise en 1985 dans l'université de droit d'Athènes (à droite, l'une de ses victimes). Il a d'ailleurs été exclu de la fac cette année-là pour ses violentes attaques.

En 1986, le sinistre comité de soutien de Papadopoulos a reçu la visite de Jean-Marie Le Pen venu appeler à la libération de l'ancien dictateur et au retour de la junte. Dans les années 1990, Makis Voridis participe à la structure pan-européenne mise en place par Bruno Gollnisch au nom du Front national. Ici, il célèbre le 30ème anniversaire du putsch des Colonels, sur un plateau de télévision le 21 avril 1997, avec son ami de l'époque : le néo-nazi Michaloliakos, futur chef d'Aube Dorée.

L'EXTRÊME-DROITE EST LOIN D'AVOIR DISPARU EN GRÈCE

23 ans plus tard, suite à des choix stratégiques différents, l'un est au pouvoir et l'autre en prison. Devenu très proche de Jean-Marie Le Pen, Makis Voridis vient célébrer le 36ème anniversaire du putsch des Colonels le 21 avril 2003 au congrès du Front National qui se déroule à Nice.

En 2005, Voridis adhère à un nouveau parti nationaliste grec : le LAOS. Il continue de voyager au sein de l'extrême-droite européenne. Par exemple, il intervient le 8 novembre 2009 au congrès de fondation du Parti de la France, à l'invitation de son ami Carl Lang. C'est en 2012, après 30 ans de service au sein de l'extrême-droite grecque et européenne, qu'il rejoint opportunément l'aile droite du parti Nouvelle Démocratie en lognant une part de gâteau du pouvoir.

Après avoir été nommé ministre de l'Agriculture du premier gouvernement Mitsotakis, c'est cet homme qui, la semaine dernière, a pris le contrôle du ministère de l'intérieur et qui va donner ses ordres à la police.

Autre choix particulièrement ironique de Mitsotakis : une députée notoirement antimigrants est promue au poste de ministre adjointe à l'Intégration des réfugiés. Sofia Voultepsi a notamment déclaré que les migrants sont des « envahisseurs non armés ». Une autre fois, elle a osé dire : « il y a des humains qui vivent dans le voisinage des Roms ».

Mitsotakis n'a pas fait pire en se déclarant satisfait des conditions de vie des migrants dans le camp de Kara Tepe ce 31 décembre 2020 :

Traduction de l'article de Inotos :

« Lesbos : Kyriakos Mitsotakis est heureux de la structure des réfugiés à Kara Tepe. Le Premier ministre a semblé presque excité par ce qu'il a vu à Kara Tepe lors de sa visite à Lesbos, refusant de se rappeler les images récentes du camp de réfugiés inondé et leurs appels désespérés pour des conditions de vie humaines. » Pendant ce temps, une autre figure historique de l'extrême droite en Grèce garde sa place au gouvernement : Adonis Georgiadis est un autre transfuge du parti d'extrême droite LAOS. Lui aussi en a fait des vertes et des pas mûres. En 2006 par exemple, il a co-édité en Grèce un pamphlet antisémite intitulé « Juifs, l'entière vérité » qui faisait l'apologie d'Adolf Hitler et appelait à l'extermination des Juifs. Adonis Giorgadis a également propagé des opinions violentes à l'égard des musulmans et d'autres non orthodoxes. Parmi ses sorties célèbres, il a notamment déclaré que la gauche a "remis la Grèce entre les mains des musulmans et autres déchets comme ça ». Devenu proche de Mitsotakis, Giorgadis reste ministre de la Croissance et de l'Investissement. Les 120 000 oliviers déjà coupés à Kastelli en Crète, c'est lui. Comme quoi, l'extrême-droite n'est pas plus écolo que la droite.

UNE DÉRIVE AUTORITAIRE DANS L'AIR DU TEMPS

Comme on l'a vu ces derniers mois, en Grèce comme en France, tous les prétextes sont bons pour dominer, exploiter, culpabiliser et piétiner un peu plus la foule désorientée. Une foule inconsciente de sa capacité à renverser le cours des choses pour prendre sa vie en mains, perdue dans le repli sur soi, le crétinisme et la recherche de boucs-émissaires encore plus pauvres.

Le capitalisme ne nous protège pas du fascisme, et pour cause : le fascisme est la forme ultime du capitalisme. Il est déjà présent en germe dans tous les replis de notre société basée sur la domination et l'exploitation, en dépit de ses déclarations d'intention et de ses belles devises. Le fascisme est partout dès lors que l'autorité se manifeste, menace et brutalise : dans le couple, dans l'éducation, dans notre rapport à la vie et à la Terre sous toutes les formes, dans la guerre économique ou militaire, dans la misère invisibilisée comme dans le luxe pétaradant, dans la hiérarchie de la production et dans celle de l'administration... partout ! Ce n'est qu'une question de degré, d'opportunité, de circonstance. Une différence qui va jusqu'à montrer du doigt avant de tuer, au lieu de le faire silencieusement dans l'hypocrisie et les faux habits de la démocratie.

Combattre le fascisme sans remettre en question la société autoritaire qui légitime les rapports de domination et le capitalisme qui organise l'exploitation, c'est jeter des pierres dans l'eau : on peut se satisfaire d'un peu de bruit et de quelques vaguelettes un bref instant, mais le fond reste le même. Car le fond du problème, en réalité, c'est tout le système qui l'engendre. La Justice bourgeoise ne suffira pas à nous débarrasser du fascisme, ni en Grèce ni en France. La preuve : il est toujours là, et plus puissant encore, comme un hydre aux multiples têtes qui repoussent sans cesse.

Il n'est pas étonnant qu'en cette période de crise, des libéraux et des membres de l'extrême-droite se rapprochent et s'unissent : le fascisme gagne toujours de l'avancement en temps de crise. Quand le pouvoir se raidit, se durcit, se cramponne à ses privilèges. Car le fascisme est le joker du capitalisme. Il est son vrai visage, dans le trouble et l'agitation, quand le masque démocratique tombe.

LE VIRUS DE LA MISÈRE

La Grèce commence à vivre une nouvelle crise sociale et humanitaire peut-être encore plus grave que la précédente. Malgré les signes avant-coureurs qui nous entourent et la dette abyssale qui va bientôt atteindre les 200% du PIB (selon l'agence de notation Moody's), l'État grec s'empresse d'acheter d'innombrables armes parmi lesquelles 18 Rafales au français Dassault pour 2,5 milliards d'euros (dont 1,5 milliards à régler l'an prochain). Kyriakos Mitsotakis a décidé de doubler son budget militaire dès l'année prochaine, alors qu'il est déjà l'un des plus élevés en Europe toutes proportions gardées. Parmi ses emplettes, il a également prévu de nouvelles frégates, des hélicoptères et des drones en veux-tu en voilà. Il va aussi embaucher 15.000 bidasses de plus.

À cause d'Erdogan ? En apparence oui, mais en réalité, vu le recrutement massif également chez les flics, les nouveaux gadgets qui leur sont destinés, ainsi que pour renforcer la surveillance des opposants politiques, on peut supposer que ces armes peuvent servir à tout. L'Histoire l'a montré en maintes occasions. Ce ne sont pas seulement les tensions géopolitiques qui génèrent cette attitude du pouvoir, vu qu'elles durent depuis très longtemps avec les dirigeants turcs successifs, mais aussi les risques de troubles intérieurs en Grèce dans une période de plus en plus sombre. À force de réprimer les activistes, on peut craindre de les radicaliser. À force de laisser la base sociale s'enfoncer dans la misère, on peut craindre qu'elle se rebiffe. Même si on semble aujourd'hui très loin d'un nouveau soulèvement en Grèce, on sait par expérience que ces choses là peuvent arriver très vite. Il suffit parfois d'une étincelle, d'une goutte d'eau ou de sang.

Une autre rumeur fausse concerne la pseudo bonne santé de l'économie grecque, au prétexte que l'État est en train de rembourser sa dette au FMI de façon anticipée (en l'occurrence 3,6 milliards de prêts qui devaient expirer en 2021 et 2022). Il lui restera encore à payer 1,2 milliards à l'instance internationale par la suite. Mais, en réalité, l'État grec n'a évidemment pas l'argent pour rembourser ce prêt : il ne fait qu'emprunter simultanément sur les marchés financiers auprès de créanciers moins exigeants que le FMI (qui a tendance à dicter la politique des pays où il intervient). C'est tout ! Idem pour les baisses d'impôts qui sont surtout des cadeaux aux patrons et aux actionnaires. L'essentiel des 1,2 milliards offerts se résume aux baisses des impôts sur les bénéfices des entreprises (de 28 à 24%) et de la taxation des dividendes (de 10 à 5%). Autrement dit, c'est une probable hausse de la TVA (l'impôt qui frappe tout le monde, surtout les pauvres puisqu'ils consomment une proportion plus forte de leur faible revenu) qui devra compenser ce nouveau cadeau aux riches. Mitsotakis, c'est Robin des Bois à l'envers. Pas étonnant qu'il soit copain avec Macron.

Parmi les autres chaises musicales entre les ministères, le très libéral Kostis Hadjidakis laisse le ministère de l'Environnement et de l'Énergie, au sein duquel il a déverrouillé l'exploitation des territoires sauvages et protégés, pour celui du Travail, avec pour mission d'utiliser le prétexte de la crise actuelle pour en finir avec les ruines du droit du Travail en Grèce. En août 2019, un nouveau projet de loi a déjà été adopté qui supprime la condition obligatoire pour justifier le licenciement d'un employé. Idem concernant la rémunération des heures supplémentaires qui n'est

plus impérative. Tout ça à cause du virus, bien sûr ! Ben voyons !

Même chose pour les étudiants les plus pauvres qui vont voir disparaître 20.000 places dans les universités en 2021, au bénéfice des écoles privées. Les études sont donc réservées à ceux qui ont de l'argent grâce à leur famille. Les autres iront tout simplement au turbin, en bas de l'échelle sociale, comme leurs parents. La lutte des classes, il semble que ça existe encore, contrairement à ce que nous affirment les éditocrates ridicules. Et que dire du budget accordé à la santé qui va baissé de 17% en 2021, en pleine saturation des capacités hospitalières ?

Depuis deux mois, 5000 Grecs sont morts du covid19. Mais combien sont morts de la misère qui frappe de plus en plus fort ? Et combien vont mourir dans les prochains mois, directement ou indirectement, du fait des événements qui se produisent actuellement ? La crise sanitaire est l'arbre qui cache la forêt de la crise sociale qui va suivre et commence déjà. Et tout ça, non pas à cause du virus lui-même et de ses conséquences immédiates, mais du fait des choix politiques qui sont faits au même moment. Le pouvoir aime à profiter de toutes les opportunités, même avec les meilleures prétextes, pour accroître sa domination, nous domestiquer, nous soumettre, nous exploiter, nous presser comme des citrons.

Ensuite, il nous jette des miettes pour tenter de faire oublier tout ce qu'il nous prend. En Grèce, un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté (3,5 millions d'habitants) et la moitié des sans-abris d'Athènes survivent avec moins de 20 euros par mois. Mais la mairie d'Athènes (dirigée par le neveu du premier ministre) se complait à rendre public que, durant l'année 2019, elle a fait 2606 lavages de vêtements (8 par jour), distribué 5200 médicaments (11 par jour) et transmis 2900 bons d'achats de 50 euros en partenariat avec des supermarchés et le Lions Club de Kifissia. Des chiffres en réalité ridicules pour une immense commune avec un budget important face à une telle misère. Une aide grotesque de la part de dirigeants qui font partie des responsables de ladite misère.

Voilà pourquoi nous refusons de collaborer avec le pouvoir et ses institutions. En Grèce, le mouvement social a majoritairement choisi l'autogestion et l'indépendance la plus totale dans ses actions de solidarité. La plupart des lieux autogérés refusent de signer une quelconque convention et conçoivent l'entraide comme un élément de la lutte. C'est notamment le cas de tous ceux que nous vous avons présentés dans nos films depuis 8 ans (en particulier ceux dont nous sommes membres).

BILAN PROVISOIRE DE L'APPEL À SOUTIEN DU 30/12/2020 : UN ÉCHEC PRÉVISIBLE

L'appel à soutien lancé il y a dix jours pour les actions solidaires autogérées (du fait de nos difficultés cet hiver) a reçu un écho beaucoup plus faible qu'à l'habitude. Nous avons totalisé moins de 2000 euros (entre le 30/12 et le 10/01), sans doute à cause du contexte économique inquiétant. Nous le redoutions un peu. Lors d'une réunion d'urgence qui s'est tenue hier, nous avons décidé de vous alerter. Il est bon que celles et ceux qui peuvent contribuer sachent que d'autres ne le peuvent plus en ce moment et que la plupart de nos projets en cours sont gelés (à commencer par les achats de nourriture et de produits de première nécessité pour une vingtaine de lieux et collectifs). Aujourd'hui, nous vous informons simplement de la situation et vous laissons voir ce que vous pouvez peut-être faire.

Si vous êtes en difficulté, surtout ne contribuez pas : ne vous mettez pas en danger, partagez juste l'appel, c'est déjà un soutien appréciable. Comme nous le disions dans le message précédent, il n'est pas certain que nous pourrions lancer une collecte cet hiver suivi d'un convoi solidaire, vu le contexte compliqué. Le message précédent :

<http://bloggy.net/2020/12/29/alerte-grece-120-000-oliviers-deja-coupees-pour-laeroport-de-kastelli-et-autres-nouvelles/>

[2]

L'EXTRÊME-DROITE EST LOIN D'AVOIR DISPARU EN GRÈCE

Nous devons également attendre encore plusieurs mois avant de sortir le nouveau film (qui sera comme toujours en soutien des collectifs et lieux présentés) : Après *_Ne vivons plus comme des esclaves_* (2013), *_Je lutte donc je suis_* (2015) et *_L'Amour et la Révolution_* (2018), *_Nous n'avons pas peur des ruines_* sortira probablement en septembre 2021, avec la participation d'un grand nombre de collectifs du mouvement social et beaucoup de belles surprises (musiques, lieux, etc.). Voilà pourquoi, sans convoi et sans film actuellement, sans même la possibilité d'organiser des concerts de soutien, il ne nous reste plus que cet appel crucial pour parvenir à réaliser les actions les plus nécessaires et urgentes.

– Pour participer via PAYPAL, suivre le lien :

https://www.paypal.com/cgi-bin/webscr?cmd=s-xclick&hosted_button_id=LMQPCV4FHXUGY&source=url